

ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS DE LA FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES



Myriam Nicolazzi, Thomas Duhamel et Jean-Marie Lebec.



John Roth, Paul Muller et Edmund Biason.

ENTREPRISES SOCIALES

Pas de concurrence avec les PME

PRO, Trajets et Réalise: ces trois fondations genevoises ont toutes pour but d'intégrer les exclus de l'économie «normale», chacune dans leur domaine. PRO se charge avant tout des personnes handicapées, Trajets des personnes souffrant de troubles psychiques et Réalise des chômeurs. Récemment, les trois fondations se sont unies pour présenter leurs activités sous la bannière ESIE (Entreprises sociales d'insertion par l'économie), lors d'une conférence-débat à la Place des Affaires et de la Franchise. Il s'agissait d'examiner comment on peut redonner leur dignité à ces travailleurs, en leur offrant un cadre protégé, ce qui revient aussi à leur donner une existence au sein des communautés locales.

SOLIDARITÉ

A Genève, quatre mille à cinq mille emplois sont concernés, ce qui représente moins de deux pourcent du marché professionnel. Cette thématique, et surtout la question de savoir si ces entreprises sont une concurrence pour les autres PME, ont été traitées lors de l'Assemblée des présidents qui s'est tenue à la Fédération des Entreprises Romandes Genève, le 16 février dernier. Sou-

vent, on demande aux patrons pour quelles raisons ils sont d'accord de travailler avec des entreprises proposant des collaborateurs inemployables sans leur caution.

A ce titre, le témoignage de Jean-Luc Favre, directeur général d'ABB Sécheron, est particulièrement intéressant. A la suite de travaux de rénovation du site, la direction d'ABB Sécheron ne savait pas à qui confier la gestion d'un de ses services pendant la période de transition. Elle a donc fait appel à la fondation PRO. A la suite du succès de cette expérience, le contrat temporaire s'est mué en contrat à long terme. «Je suis très heureux de ce résultat», expliquait Jean-Luc Favre à la Place des Affaires et de la Franchise. «Actuellement, une grande entreprise industrielle comme ABB Sécheron ne pourrait plus engager du personnel handicapé, car nous n'avons pas les structures nécessaires. En revanche, grâce à PRO, nous pouvons faire preuve de solidarité et de responsabilité sociale à l'égard de la région. C'est à la fois une aventure humaine, un lien fort et du personnel de qualité.»

Il arrive aussi que l'on reproche aux ESIE de faire concurrence aux autres entreprises,

particulièrement des PME. Or, comme il l'a été rappelé lors de l'Assemblée des présidents, ces sociétés sont autofinancées à plus de 50%. Elles assument les risques économiques liés à leurs activités. Enfin, elles sont une réponse subsidiaire aux mesures existantes, comme l'assurance chômage ou l'AI. Une charte des bonnes pratiques, assurant une concurrence loyale et un développement durable, a également été signée par les trois fondations. A ce titre, Michel Pluss, président et directeur de la fondation Trajets – qui enregistre un chiffre d'affaires de onze millions de francs et a fêté ses trente ans en 2009 – explique comment aller au-delà des lieux communs et des préjugés. Il rappelle ainsi que les subventions dont ces entreprises bénéficient sont plutôt une rectification de la surcharge résultant de leur spécificité (autrement dit, la distorsion par rapport à une entreprise classique est ainsi prise en charge). Il ne s'agit pas non plus de *dumping*. «On vend de la qualité, pas du social», martèle Michel Pluss. «Ainsi, les gens viennent manger dans nos restaurants parce que c'est bon, pas pour une autre raison». FG